

# ASF

ASSOCIATION FRANÇAISE  
DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

## TABLEAU DE BORD ASF

# L'activité des établissements spécialisés au premier semestre 2017

---

*L'ASF (Association Française des Sociétés Financières) regroupe l'ensemble des établissements spécialisés : 285 entreprises (sociétés de financement, établissements de crédit spécialisés, banques spécialisées et entreprises d'investissement).*

*Les activités des membres de l'ASF sont multiples : le financement de l'équipement des particuliers (avec le crédit à la consommation - où les adhérents de l'ASF représentent près de 50% du total des opérations -), le financement des investissements des entreprises et des professionnels (investissements d'équipement et investissements immobiliers par crédit-bail, autres financements locatifs et financements classiques), les services financiers (affacturation, cautions, titrisation), les services d'investissement (ensemble des métiers relatifs aux titres et autres instruments financiers).*

Septembre 2017

## Evolution positive de l'activité au premier semestre

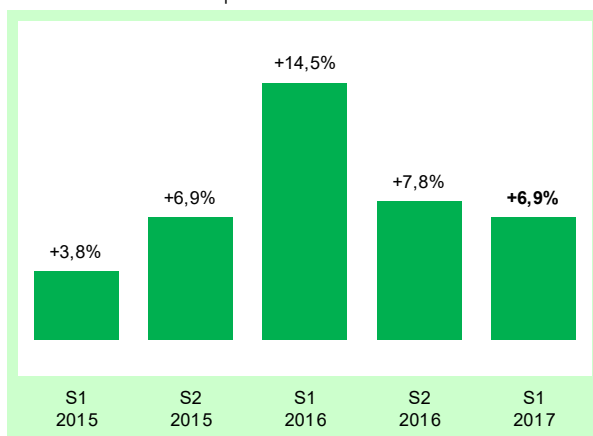
Maintien, dans tous les secteurs, d'une hausse significative de l'activité sur les six premiers mois de 2017, malgré un certain ralentissement durant le printemps. Le rythme de croissance du semestre est proche de celui enregistré dans la seconde moitié de 2016.

### Le financement des entreprises et des professionnels

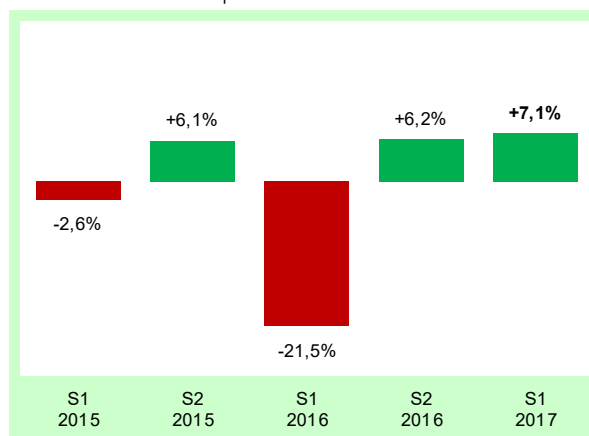
*Les financements locatifs d'équipement :*  
une croissance légèrement ralentie  
**+6,9%**

*Le financement des investissements immobiliers :*  
hausse de la production en crédit-bail immobilier  
**+7,1%**

Variation annuelle de la production<sup>1</sup> semestrielle



Variation annuelle de la production<sup>1</sup> semestrielle



**A**vec 13,4 milliards d'euros de nouveaux investissements, les établissements spécialisés dans le financement locatif de l'équipement des entreprises et des professionnels<sup>2</sup> (location avec ou sans option d'achat) enregistrent une croissance légèrement ralentie au premier semestre 2017 : +6,9% par rapport à la première moitié de l'année précédente après une hausse de +7,8% sur un an au second semestre 2016. Le taux de croissance de la production, qui avait atteint +9,3% en rythme annuel au premier trimestre 2017, a été ramené à +4,9% au deuxième.

Dans cet ensemble, les opérations avec option d'achat progressent de +6,7% sur l'ensemble du semestre avec 7,6 milliards d'euros, dont +7,9% pour les opérations en **crédit-bail mobilier stricto sensu**<sup>3</sup> (6,4 milliards d'euros). Les opérations de location sans option d'achat (location financière et location longue durée) sont en augmentation de +7,1% avec 5,8 milliards d'euros.

Enfin, les mêmes établissements ont réalisé des financements sous forme de crédits d'équipement classiques pour 1,8 milliard d'euros<sup>4</sup>.

**A**près la chute de la production enregistrée au premier semestre 2016, les six premiers mois de 2017 marquent le deuxième semestre consécutif de progression de l'activité des sociétés de **crédit-bail immobilier**. Avec 1,7 milliard d'euros, les nouveaux engagements (en termes de contrats signés) progressent de +7,1% par rapport à la même période de l'année précédente. Exprimée en année mobile, cette production (locaux industriels et commerciaux, bureaux) est encore, à fin juin 2017, inférieure de -30,4% au pic atteint à la mi-2011, grâce à l'activité de cession-bail.

Pour leur part, les **Sofergie** ont initié au total 0,8 milliard d'euros d'investissements au premier semestre 2017 (+42,1% par rapport à la même période de l'année précédente) dans le domaine des économies d'énergie et de l'environnement.

A ces opérations s'ajoutent des **financements classiques** pour un montant de 0,5 milliard d'euros, en hausse de +23,6% par rapport au premier semestre 2016.

1. Production : analyse de l'activité en termes de flux de nouvelles opérations initiées pendant une période donnée (nouveaux crédits ou nouveaux investissements pour les opérations de crédit-bail).

2. Voitures particulières, véhicules utilitaires et industriels, matériel informatique et électronique, biens d'équipements divers.

3. Au sens de la loi du 2 juillet 1966.

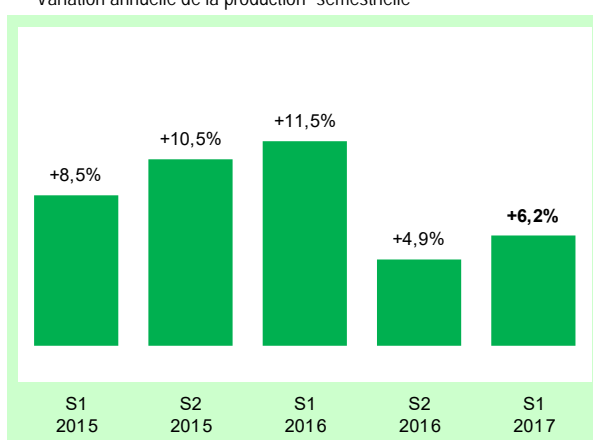
4. L'évolution de ces financements est souvent marquée par des variations de grande amplitude, la modestie des chiffres les rendant dépendants d'opérations ponctuelles de montant – relativement – important.

## Les services financiers

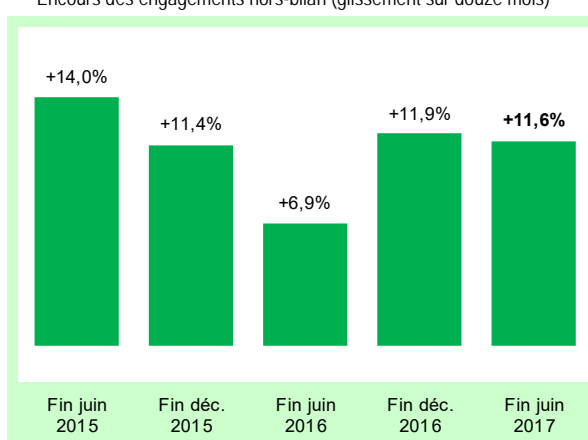
*L'affacturage*<sup>5</sup> :  
une croissance encore significative  
**+6,2%**

*Les cautions* :  
maintien d'une croissance à deux chiffres  
**+11,6%**

Variation annuelle de la production<sup>6</sup> semestrielle



Encours des engagements hors-bilan (glissement sur douze mois)



Après +8,4% au premier trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, la progression des opérations d'affacturage s'est effritée au printemps avec +4,2%. Au total, sur l'ensemble du premier semestre, le montant des créances prises en charge dans le cadre d'un contrat d'affacturage est, avec **139,5 milliards d'euros**, en hausse de +6,2% par rapport aux six premiers mois de 2016.

Comme c'est le plus souvent le cas ces dernières années, la croissance des opérations d'affacturage au premier semestre 2017, est nettement plus accentuée à l'international<sup>7</sup> (+11,1% par rapport aux six premiers mois de 2016 avec 37,1 milliards d'euros), que sur le plan domestique (+4,6% avec 102,3 milliards d'euros).

On rappelle qu'en 2016, l'affacturage a constitué une solution de financement pour 41 000 entreprises, et que sur le marché européen - qui représente les 2/3 du marché mondial -, la France se situe au deuxième rang derrière le Royaume-Uni.

Le rythme de croissance de l'activité des sociétés de caution, enregistré à fin décembre 2016, s'est maintenu à la mi-2017 : à fin juin, la hausse sur douze mois de l'encours des engagements hors-bilan était de +11,6%, après +11,9% six mois plus tôt. Le montant de ces engagements s'élève à cette date à **626,8 milliards d'euros**, dont les garanties délivrées en couverture de crédits destinés aux particuliers constituent la plus grande partie.

5. On rappelle que l'opération d'affacturage consiste en un transfert de créances commerciales (factures) de leur titulaire à un factor - la société d'affacturage - qui se charge d'en opérer le recouvrement et qui en garantit la bonne fin, même en cas de défaillance momentanée ou permanente du débiteur. Le factor peut régler par anticipation tout ou partie du montant des créances transférées. Les sociétés d'affacturage sont toutes regroupées au sein de l'Association française des sociétés financières (ASF).

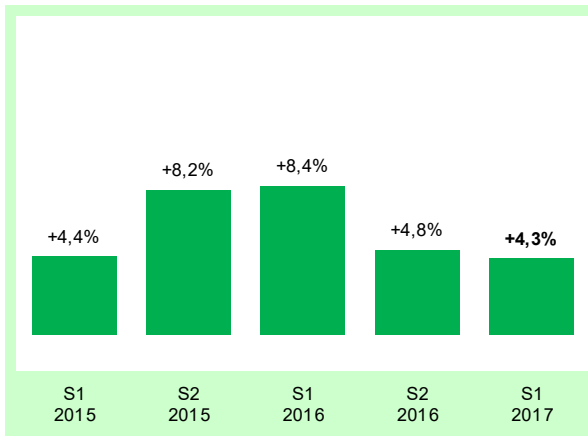
6. Pour l'affacturage, la notion de production correspond au montant des créances prises en charge dans le cadre d'un contrat d'affacturage (hors opérations de « floor plan » et de forfaitage).

7. Il s'agit des opérations d'affacturage réalisées, par des facteurs situés en France, à l'exportation, à l'importation ou avec des clients non-résidents sans intervention d'un factor correspondant étranger. Il ne s'agit pas de l'activité des filiales étrangères.

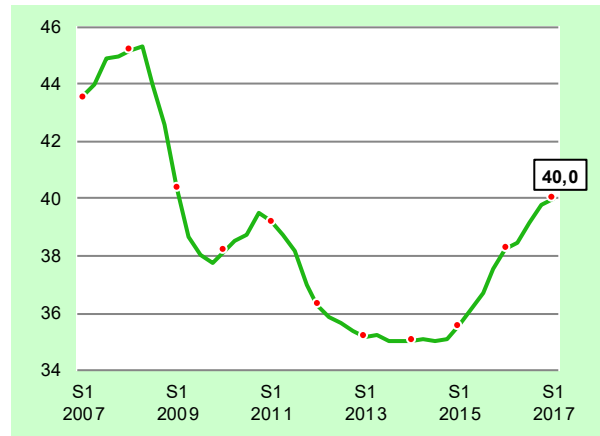
## Le financement des particuliers

*Le crédit à la consommation :*  
hausse modérée de l'activité sur un marché encore dégradé  
**+4,3%**

Variation annuelle de la production<sup>1</sup> semestrielle



Production en année mobile (Milliards d'euros)\*



\* Données trimestrielles cumulées sur douze mois.

**A**u deuxième trimestre 2017, la progression de l'activité des établissements spécialisés dans le crédit à la consommation a faibli : +2,3% en variation annuelle après +6,5% au premier trimestre. Avec **20,3 milliards d'euros** pour l'ensemble des six premiers mois de 2017, la production des nouveaux crédits marque une hausse modérée de **+4,3%** par rapport à la même période de l'année précédente. Ainsi, la phase de redressement de l'activité enclenchée depuis deux ans se prolonge, mais le rythme de croissance ralentit.

Les évolutions des principaux secteurs sont les suivantes :

- Les nouvelles utilisations de **crédits renouvelables**, avec **4,8 milliards d'euros**, sont en repli de **-0,9%** sur l'ensemble du premier semestre par rapport aux six premiers mois de 2016. Leur contraction s'est accentuée au printemps : **-1,6%** par rapport à la même période de l'année précédente après **-0,2%** au premier trimestre. La part de ces opérations continue de décroître dans le total de la production : elle est ramenée de 41% sur douze mois cumulés à fin septembre 2009 à 25% en juin 2017.
- Avec **1,5 milliard d'euros**, les financements de **biens d'équipement du foyer** (électroménager, équipement multi-média, meubles...) augmentent de **+3%** par rapport au premier semestre 2016. La hausse ralentit à **+1,4%** au deuxième trimestre après **+4,7%** au cours des trois premiers mois de 2017.
- A une hausse de **+7,8%** au premier trimestre a succédé pour les **prêts personnels** un léger recul de **-0,8%** au deuxième trimestre. Sur l'ensemble du semestre, la production, avec **6,8 milliards d'euros**, progresse de **+3,3%** par rapport à la même période de 2016.
- Les **financements d'automobiles neuves** progressent de **+8,8%** au deuxième trimestre après **+12,4%** au premier, soit une hausse de **+10,5%** en moyenne sur les six premiers mois de l'année avec **4,3 milliards d'euros**. Selon le mode de financement, les évolutions sont divergentes : les opérations de location avec option d'achat (LOA) continuent de se développer fortement (**+25,4%** au premier semestre avec 3,1 milliards d'euros) alors que les financements par crédits affectés sont en net repli (**-15,4%** avec 1,2 milliard d'euros).



## L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS SPECIALISES AU PREMIER SEMESTRE 2017

### 1. LA PRODUCTION

- MONTANTS EN MILLIONS D'EUROS -

	1 <sup>er</sup> semestre 2016*	1 <sup>er</sup> semestre 2017	Variation 2017 / 2016
<b>. Equipement des entreprises et des professionnels</b>	<b>14 722</b>	<b>15 224</b>	<b>+3,4%</b>
<b>. Crédit classique</b>	2 175	1 813	-16,6%
. Financements de matériels d'équipement (1)	2 175	1 813	-16,6%
. Financements de concessionnaires (2)	<i>Mesure non significative</i>		
<b>. Location de matériels</b>	12 547	13 411	+6,9%
. Crédit-bail mobilier et autres opérations de LOA (3)	7 133	7 610	+6,7%
. Crédit-bail mobilier ( <i>loi du 2.7.1966</i> )	5 938	6 408	+7,9%
. Autres opérations de LOA (3) ( <i>voitures particulières</i> )	1 195	1 202	+0,6%
. Location sans option d'achat (4) (5)	5 414	5 801	+7,1%
. Location financière	2 630	2 724	+3,6%
. Location longue durée	2 785	3 076	+10,5%
<b>. Equipement des particuliers (<i>crédit à la consommation</i>)</b>	<b>19 465</b>	<b>20 302</b>	<b>+4,3%</b>
<b>. Crédit classique</b>	16 460	16 599	+0,8%
. Crédits affectés	4 987	4 950	-0,7%
. Crédits renouvelables ( <i>nouvelles utilisations à crédit</i> )	4 844	4 800	-0,9%
. Prêts personnels ( <i>y compris rachats de créances</i> )	6 629	6 850	+3,3%
<b>. Location (6)</b>	3 004	3 703	+23,2%
<b>. Immobilier d'entreprise</b>	<b>2 604</b>	<b>3 068</b>	<b>+17,8%</b>
<b>. Financement immobilier classique (7)</b>	442	547	+23,6%
<b>. Sofergie (8)</b>	589	837	+42,1%
<b>. Crédit-bail immobilier (9)</b>	1 572	1 684	+7,1%
<b>. Affacturage (10)</b>	<b>131 297</b>	<b>139 457</b>	<b>+6,2%</b>

\* Les chiffres concernant 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 30 juin 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) L'évolution de ces financements est souvent marquée par des variations de grande amplitude, la modestie des chiffres les rendant dépendants d'opérations ponctuelles de montant - relativement - important.

(2) Financements de stocks, de véhicules de démonstration, autres financements à court terme. (notion de production non significative)

(3) LOA : Location avec Option d'Achat.

(4) **NB** : Il s'agit de l'activité consolidée des établissements spécialisés (sociétés de financement, établissements de crédit spécialisés, banques spécialisées) adhérents de l'ASF et des sociétés commerciales spécialisées de droit commun, filiales de groupes auxquels appartiennent les adhérents ASF.

(5) Les opérations de location sans option d'achat peuvent relever de deux catégories :

- Les **opérations de location financière** sont des opérations sans option d'achat dans lesquelles le locataire choisit le fournisseur ainsi que le bien dont il connaît et, le cas échéant, négocie lui-même le prix. Les contrats de ce type sont conclus pour une durée irrévocable, les loyers sont indépendants de l'utilisation du matériel.

- Les **opérations de location longue durée** sont des opérations sans option d'achat ne répondant pas aux critères définissant la location financière.

(6) Location avec option d'achat d'automobiles pour la plus grande partie.

(7) Financements à moyen et long terme et crédits aux promoteurs et marchands de biens.

(8) **La production des Sofergie** est composée, d'une part, d'**opérations réalisées sous forme d'investissements en crédit-bail** (nouveaux contrats définitivement signés au cours de la période, quelle que soit la date de réalisation effective de l'opération, chaque Sofergie ne retenant que sa part dans les opérations en pool) à hauteur de 56 millions d'euros au premier semestre 2016 et 55 millions d'euros au premier semestre 2017 ; d'autre part, de **financements par crédit classique**, pour un montant de 533 millions d'euros au premier semestre 2016 et 782 millions d'euros au premier semestre 2017.

(9) Les données prises en compte au titre de la production du crédit-bail immobilier sont celles correspondant aux contrats signés au cours de la période. Non compris les opérations de location simple.

(10) Montant des créances prises en charge. Hors opérations de "floor plan" et de forfaitage.

## L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS SPECIALISES AU PREMIER SEMESTRE 2017

### 2. LES OPERATIONS EN COURS

- MONTANTS EN MILLIONS D'EUROS -

	Au 30.06.2016*	Au 30.06.2017	Variation 2017 / 2016
<b>. Equipement des entreprises et des professionnels</b>	<b>60 716</b>	<b>65 888</b>	<b>+8,5%</b>
<b>. Crédit classique</b>	16 824	<b>18 454</b>	<b>+9,7%</b>
. Financements de matériels d'équipement	10 286	11 193	+8,8%
. Financements de concessionnaires (1)	6 538	7 261	+11,1%
<b>. Location de matériels</b>	43 892	<b>47 433</b>	<b>+8,1%</b>
. Crédit-bail mobilier et autres opérations de LOA (2)	26 951	28 845	+7,0%
. Location sans option d'achat (3) (4)	16 941	18 588	+9,7%
. Location financière	8 229	8 793	+6,9%
. Location longue durée	8 713	9 796	+12,4%
<b>. Equipement des particuliers (crédit à la consommation)</b>	<b>80 670</b>	<b>83 243</b>	<b>+3,2%</b>
<b>. Crédit classique</b>	72 163	<b>71 762</b>	<b>-0,6%</b>
. Crédits affectés	21 185	21 062	-0,6%
. Crédits renouvelables	16 756	15 994	-4,5%
. Prêts personnels (y compris rachats de créances)	34 222	34 705	+1,4%
<b>. Location (5)</b>	8 507	<b>11 481</b>	<b>+35,0%</b>
<b>. Immobilier d'entreprise</b>	<b>44 647</b>	<b>44 062</b>	<b>-1,3%</b>
<b>. Financement immobilier classique (6)</b>	7 659	<b>7 419</b>	<b>-3,1%</b>
<b>. Sofergie (7)</b>	2 027	<b>1 783</b>	<b>-12,0%</b>
<b>. Crédit-bail immobilier (8)</b>	34 961	<b>34 860</b>	<b>-0,3%</b>
<b>. Affacturage (9)</b>	<b>37 305</b>	<b>40 756</b>	<b>+9,3%</b>
<b>. Sociétés de caution (engagements hors-bilan)</b>	<b>561 831</b>	<b>626 774</b>	<b>+11,6%</b>

\* Les chiffres concernant 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 30 juin 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) Financements de stocks, de véhicules de démonstration, autres financements à court terme.

(2) LOA : Location avec Option d'Achat.

(3) **NB** : Il s'agit de l'activité consolidée des établissements spécialisés (sociétés de financement, établissements de crédit spécialisés, banques spécialisées) adhérents de l'ASF et des sociétés commerciales spécialisées de droit commun, filiales de groupes auxquels appartiennent les adhérents ASF.

(4) Les opérations de location sans option d'achat peuvent relever de deux catégories :

- Les **opérations de location financière** sont des opérations sans option d'achat dans lesquelles le locataire choisit le fournisseur ainsi que le bien dont il connaît et, le cas échéant, négocie lui-même le prix. Les contrats de ce type sont conclus pour une durée irrévocable, les loyers sont indépendants de l'utilisation du matériel.

- Les **opérations de location longue durée** sont des opérations sans option d'achat ne répondant pas aux critères définissant la location financière.

(5) Location avec option d'achat d'automobiles pour la plus grande partie.

(6) Financements à moyen et long terme et crédits aux promoteurs et marchands de biens.

(7) Immobilisations nettes en fin de semestre des seules opérations de crédit-bail. Non compris l'encours des opérations de crédit classique initiées et suivies par l'équipe Sofergie (non disponible).

(8) Non compris les opérations de location simple.

(9) Montant de l'encours net des créances à recouvrer. Hors opérations de "floor plan" et de forfaitage.

**LE FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT DES PARTICULIERS  
PAR LES ETABLISSEMENTS SPECIALISES AU PREMIER SEMESTRE 2017**  
Opérations de crédit classique et de location de matériels  
**VERSION DETAILLEE**

<b>LA PRODUCTION (en montant)</b> <i>. Crédit : montant des nouveaux crédits distribués (hors agios)</i> <i>. Location : montant des investissements nouveaux (HT)</i>	<b>En millions d'euros</b>		
	1 <sup>er</sup> semestre 2016*	1 <sup>er</sup> semestre 2017	Variation 2017 / 2016
<b>. Equipement des particuliers (crédit à la consommation)</b>	<b>19 465</b>	<b>20 302</b>	<b>+4,3%</b>
<b>. Financements par crédit classique</b>	<b>16 460</b>	<b>16 599</b>	<b>+0,8%</b>
<b>. Crédits affectés</b>	<b>4 987</b>	<b>4 950</b>	<b>-0,7%</b>
. Automobiles neuves	1 427	1 207	-15,4%
. Automobiles d'occasion	1 667	1 776	+6,6%
. Amélioration de l'habitat et biens d'équipement du foyer (1)	1 409	1 451	+3,0%
. Autres biens ou services (2)	484	515	+6,5%
<b>. Crédits renouvelables (nouvelles utilisations à crédit)</b>	<b>4 844</b>	<b>4 800</b>	<b>-0,9%</b>
<b>. Prêts personnels (y compris rachats de créances)</b>	<b>6 629</b>	<b>6 850</b>	<b>+3,3%</b>
<b>. Financements par location</b>	<b>3 004</b>	<b>3 703</b>	<b>+23,2%</b>
<b>. Location avec option d'achat</b>	<b>2 838</b>	<b>3 484</b>	<b>+22,8%</b>
. Automobiles	2 481	3 112	+25,4%
. Autres biens (3)	357	372	+4,2%
<b>. Location sans option d'achat (4)</b>	<b>166</b>	<b>219</b>	<b>+31,5%</b>

\* Les chiffres concernant 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 30 juin 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) Electroménager, équipement multimédia, meubles, etc.

(2) Deux-roues, véhicules de loisirs, bateaux de plaisance, divers.

(3) Bateaux de plaisance et divers.

(4) Location sans option d'achat d'automobiles pour la quasi-totalité.

## LE FINANCEMENT DE L'EQUIPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PROFESSIONNELS PAR LES ETABLISSEMENTS SPECIALISES AU PREMIER SEMESTRE 2017

### Opérations de crédit classique et de location de matériels

#### VERSION DETAILLEE

<b>LA PRODUCTION (en montant)</b> <i>. Crédit : montant des nouveaux crédits distribués (hors agios)</i> <i>. Location : montant des investissements nouveaux (HT)</i>	<b>En millions d'euros</b>		
	1 <sup>er</sup> semestre 2016*	1 <sup>er</sup> semestre 2017	Variation 2017 / 2016
<b>. Equipement des entreprises et des professionnels</b>	<b>14 722</b>	<b>15 224</b>	<b>+3,4%</b>
<b>. Crédit classique</b>	<b>2 175</b>	<b>1 813</b>	<b>-16,6%</b>
<b>. Financements de matériels d'équipement</b>	<b>2 175</b>	<b>1 813</b>	<b>-16,6%</b>
. Véhicules utilitaires et industriels ( <i>tous tonnages confondus</i> )	63	69	+9,0%
. Voitures particulières	226	220	-2,6%
. Autres financements	1 886	1 524	-19,2%
<b>. Financements de concessionnaires (1)</b>	<i>Mesure non significative</i>		
<b>. Location de matériels</b>	<b>12 547</b>	<b>13 411</b>	<b>+6,9%</b>
<b>. Location avec option d'achat</b>	<b>7 133</b>	<b>7 610</b>	<b>+6,7%</b>
. Crédit-bail mobilier ( <i>loi du 2.7.1966</i> )	5 938	6 408	+7,9%
. Véhicules utilitaires et industriels ( <i>tous tonnages confondus</i> )	2 562	2 885	+12,6%
. Matériel informatique, électronique et de bureautique	225	197	-12,2%
. Bureautique (2)	83	88	+5,3%
. Ordinateurs et équipements informatiques ( <i>hors bureautique</i> )	141	110	-22,5%
. Autres matériels d'équipement (3)	3 151	3 326	+5,6%
. Autres opérations de LOA (4) ( <i>voitures particulières</i> )	1 195	1 202	+0,6%
<b>. Location sans option d'achat (5) (6)</b>	<b>5 414</b>	<b>5 801</b>	<b>+7,1%</b>
. Location financière	2 630	2 724	+3,6%
. Véhicules utilitaires et industriels ( <i>tous tonnages confondus</i> )	419	405	-3,4%
. Voitures particulières	132	208	+58,2%
. Matériel informatique, électronique et de bureautique	1 327	1 389	+4,6%
. Bureautique (2)	607	668	+10,0%
. Ordinateurs et équipements informatiques ( <i>hors bureautique</i> )	720	721	+0,1%
. Autres matériels d'équipement (3)	752	723	-3,9%
. Location longue durée ( <i>véhicules automobiles</i> ) (7)	2 785	3 076	+10,5%

\* Les chiffres concernant 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 30 juin 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) Financements de stocks, de véhicules de démonstration, autres financements à court terme. (notion de production non significative)

(2) Machines à écrire, à calculer, à reproduire et autres machines de bureau.

(3) Machines-outils, matériels agricoles, chariots élévateurs, etc.

(4) LOA : Location avec Option d'Achat.

(5) **NB** : Il s'agit de l'activité consolidée des établissements spécialisés (sociétés de financement, établissements de crédit spécialisés, banques spécialisées) adhérents de l'ASF et des sociétés commerciales spécialisées de droit commun, filiales de groupes auxquels appartiennent les adhérents ASF.

(6) Les opérations de location sans option d'achat peuvent relever de deux catégories :

- Les **opérations de location financière** sont des opérations sans option d'achat dans lesquelles le locataire choisit le fournisseur ainsi que le bien dont il connaît et, le cas échéant, négocie lui-même le prix. Les contrats de ce type sont conclus pour une durée irrévocable, les loyers sont indépendants de l'utilisation du matériel.

- Les **opérations de location longue durée** sont des opérations sans option d'achat ne répondant pas aux critères définissant la location financière.

(7) Voitures particulières, véhicules utilitaires et industriels.



## L'ACTIVITE DES SOCIETES D'AFFACTURAGE AU PREMIER SEMESTRE 2017

<b>1. PRODUCTION DU SEMESTRE</b> (1)	1 <sup>er</sup> semestre 2016*	1 <sup>er</sup> semestre 2017	Variation 2017/2016
<b>Total des opérations (en millions d'euros)</b>	<b>131 297</b>	<b>139 457</b>	<b>+6,2%</b>
. Affacturage domestique (2)	97 875	102 334	+4,6%
. Affacturage international	33 422	37 123	+11,1%
. A l'exportation (3)	10 608	10 795	+1,8%
. A l'importation (4)	1 249	1 714	+37,2%
. Opérations avec des clients non-résidents sans intervention d'un factor correspondant étranger (5)	21 565	24 614	+14,1%
<b>2. ENCOURS EN FIN DE SEMESTRE</b> (6)	Au 30.06.2016*	Au 30.06.2017	Variation 2017/2016
<b>Total des opérations (en millions d'euros)</b>	<b>37 305</b>	<b>40 756</b>	<b>+9,3%</b>
. Affacturage domestique (2)	28 285	30 543	+8,0%
. Affacturage international	9 020	10 213	+13,2%
<b>3. NOMBRE DE CLIENTS (en unités)</b> (7)	<b>40 849</b>	<b>41 955</b>	<b>+2,7%</b>

\* Les chiffres concernant 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 30 juin 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) Créances prises en charge au cours du semestre. Hors opérations de "floor plan" et de forfaitage.

(2) Affacturage domestique : Opérations d'affacturage dans lesquelles le factor, le client et l'acheteur sont en France.

(3) Affacturage à l'exportation : Opérations d'affacturage dans lesquelles le factor et le client sont en France, et l'acheteur à l'étranger.

(4) Affacturage à l'importation : Opérations d'affacturage dans lesquelles le factor en France est en relation avec un factor correspondant étranger, les acheteurs pouvant être en France ou à l'étranger.

(5) Opérations avec des clients non-résidents sans intervention d'un factor correspondant étranger : Opérations d'affacturage dans lesquelles le factor est en France, le client à l'étranger (adhérent uniquement), les acheteurs pouvant être en France ou à l'étranger. Pour les contrats pan-européens, seule la partie des opérations effectuée avec une entité non-résidente est déclarée dans cette rubrique ; la partie réalisée par les entités françaises est quant à elle déclarée en affacturage domestique.

(6) Encours net des créances à recouvrer en fin de semestre. Hors opérations de "floor plan" et de forfaitage.

(7) On désigne par "clients" les entreprises qui ont conclu un contrat d'affacturage pour les distinguer des "acheteurs" qui sont les entreprises dont les clients sont les créanciers.

## L'ACTIVITE DES SOCIETES DE CAUTION AU PREMIER SEMESTRE 2017

<b>Engagements au hors-bilan</b> <i>- en millions d'euros -</i>	Au 30.06.2016*	Au 30.06.2017	Variation 2017 / 2016
. Garanties aux particuliers (1)	531 848	<b>597 156</b>	<b>+12,3%</b>
. Garanties aux entreprises et aux professionnels (2)	16 689	<b>17 798</b>	<b>+6,6%</b>
. Garanties financières (3)	11 504	<b>10 016</b>	<b>-12,9%</b> (4)
. Cautions administratives (5)	1 790	<b>1 804</b>	<b>+0,8%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>561 831</b>	<b>626 774</b>	<b>+11,6%</b>

\* Les chiffres concernant 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 30 juin 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.

(1) Garanties délivrées en couverture de crédits destinés aux particuliers (crédits immobiliers, crédits à la consommation).

(2) Hors cautions administratives et garanties financières.

(3) Garantie des fonds déposés par les clients de certaines professions (agents immobiliers et administrateurs de biens, entreprises de travail temporaire, agences de voyage, exploitants d'installations classées, entreprises du bâtiment pour la garantie financière d'achèvement,...).

(4) L'évolution des garanties financières est impactée par des transferts intra-groupe.

(5) Garanties aux entreprises délivrées en matière fiscale et douanière, garanties aux entreprises délivrées pour bénéficier d'aides communautaires,...